

The background features a large, light blue 'V' shape formed by two thin lines. A smaller, 3D-style blue sphere is positioned at the top of the 'V'. At the bottom, there are several overlapping geometric shapes: a large blue circle on the right, and several translucent blue and grey rectangular and polygonal shapes on the left and bottom center.

**Conseil de l'Internationale Socialiste
Montenegro 29- 30 juin 2009**

**Intervention de Mme Hager CHERIF,
Secrétaire Générale Adjointe
chargée des Relations Extérieures-
RCD Tunisie**

**Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire Général,
Chers Camarades**

Nous nous réunissons aujourd'hui, six mois après notre Conseil du Mexique, avec la même ambition renouvelée d'apporter notre réponse à la Crise mondiale, et de la faire valoir grâce à une vision globale, pragmatique et juste, car attachée aux valeurs fondamentales humanistes qui sont les nôtres.

En six mois, la crise mondiale, perdurant et, parfois s'amplifiant, a fait de nouvelles victimes dans le monde, mettant des populations entières dans la rue, fragilisant davantage les catégories sociales les plus exposées en tête desquelles la femme et, bien entendu, et comme attendu, a élargi le fossé entre pays développés et pays en développement, et aggravé le déséquilibre entre riches et pauvres.

Mais en ces six mois, chers camarades, notre conscience de la pertinence de notre approche et, je crois aussi, de notre rôle, s'est approfondie et affirmée: nous n'avons pas seulement à œuvrer à changer le monde et à le rendre plus équilibre et plus juste. Nous devons inventer **un autre avenir**.

Nous ne pouvons plus nier que le marché qui se développe sur les critères de la rentabilité de la finance internationale aboutisse à des impasses sur le plan social et écologique.

Mon parti, le Rassemblement Constitutionnel Démocratique travaille depuis 20 ans à rendre indissociables, dans ses plans de développement, les dimensions sociale et économique. Aujourd'hui ses militants partagent la conviction que tout progrès social favorise le progrès économique.

C'est pourquoi il nous semble ici essentiel, et même vital, d'inscrire le marché dans une vision sociale et écologique.

Il ne s'agit plus de défendre l'environnement, mais d'en faire un facteur voire **le** facteur du progrès économique.

Il s'agit en fait de passer d'une croissance productiviste à un **développement durable** qui implique la création de secteurs économiques nouveaux notamment dans l'agriculture et dans le secteur énergétique.

Inventer un autre avenir, chers camarades, commence par faire nôtre cette conviction que la réalisation d'un monde juste ne se fera que sur la base d'une économie fondée progressivement mais à marche soutenue, sur les principes du développement durable.

Mais comment envisager ce développement durable dans le contexte d'une situation environnementale mondiale déséquilibrée et où, comme a permis encore de le souligner la récente réunion de notre Comité Afrique, les pays développés se sont appropriés, à l'exclusion des autres, moyens financiers et technologies modernes?

Répondre à cette question, pourtant si évidente et simple, c'est aussi commencer à inventer ce nouvel avenir auquel nous appelons; c'est commencer enfin à donner corps à une solidarité active entre le monde développé et le monde en développement qui doit inclure un soutien réel technologique et financier.

Mon parti, le RCD, a, sous la direction du Président Ben Ali placé le principe de la solidarité au cœur de son action. Les succès remarquables obtenus grâce à cette approche ont permis de prendre des initiatives de portée universelle telle que la proposition de la création d'un Fonds de solidarité mondiale ou encore celle appelant à un Pacte de partenariat civilisationnel : **L'objectif étant de susciter une nouvelle prise de conscience mondiale, fondée sur le sentiment de la responsabilité de tous envers tous, et sur la conviction que les défis existants et les risques latents menacent tous les pays du monde, sans exception.**

Les crises actuelles ont révélé la nécessité pressante d'instaurer un système multilatéral capable de fournir des réponses efficaces à ces défis globaux.

Elles ont accru, en même temps, le besoin pour que l'Etat prenne un rôle actif particulièrement en matière d'emploi, de santé, de logement, d'éducation et de la sécurité sociale. Les politiques des Etats dans ce domaine devraient être guidées par les principes communs sur lesquels l'Etat-providence est basé : régulation de l'économie de marché et redistribution équitable des biens publics.

Chers camarades,

La grave crise actuelle ne menace pas seulement les acquis sociaux notamment dans nos pays en développement. Elle est également un défi pour la sécurité et stabilité aussi bien au niveau des situations internes de nombreux pays qu'au niveau de la situation mondiale et des relations internationales.

Les grandes disparités entre les pays et les régions en matière de développement et de prospérité, génératrices de sentiments de déception et de frustration de bon nombre de peuples, sont parmi les causes de la violence et du terrorisme que nourrissent par ailleurs la pauvreté et l'analphabétisme et renforcent les conflits ethniques et tribaux compromettant ainsi toute chance de développement, particulièrement sur notre continent africain.

La promotion de la paix et de la sécurité ne se fera que si l'on renforce les opportunités d'échange et de dialogue entre les cultures et les civilisations. C'est en la foi de ces valeurs que le Président Ben Ali a lancé son **initiative relative au dialogue des civilisations, des cultures et des religions** dont l'objectif principal est la contribution à la diffusion de la paix et de la justice dans le monde et ce, afin de barrer la voie au repli sur soi et aux idées et courants xénophobes et extrémistes qui constituent des menaces potentielles à la paix et la sécurité.

C'est pourquoi, chers camarades, il nous semble plus jamais urgent que notre famille socialiste fasse de la promotion de la démocratie une priorité et œuvre à la propagation de ses valeurs.

La démocratie étant essentiellement une voie de réforme et de construction, elle ne peut être réduite au seul champ politique, mais doit être appréhendée dans sa corrélation avec le développement dès lors qu'elle couvre les domaines économique, social et culturel.

Et comme il ne saurait y avoir de développement véritable sans démocratie réelle, on ne pourrait envisager réaliser la démocratie en l'absence d'un développement intégral et intégré, apte à garantir aux individus leurs droits et leur dignité, et à la société sa sécurité et sa stabilité. Cette interdépendance entre développement et démocratie, nous, Africains, nous la connaissons mieux que quiconque.

L'instauration de la démocratie est **un projet civilisationnel qui se réalise avec beaucoup de persévérance et d'abnégation en capitalisant les acquis cumulés, le tout dans le cadre de la cohésion sociale et le respect et la promotion des droits fondamentaux des citoyens.**

Il est plus d'un motif d'espoir, à cet égard, dans le succès remporté par plusieurs pays du Sud au niveau de leur processus démocratique, pays qui ont su favoriser l'épanouissement des conditions de la stabilité et du développement intégral. Il en va de la Tunisie de l'Ere Nouvelle, qui a misé, depuis le Changement du 7 Novembre 1987, sur l'établissement d'une démocratie reposant sur la légalité et la responsabilité collective dont la clef de voûte est le consensus. Une telle démarche a permis d'instaurer le pluralisme politique dans le respect des droits de l'Homme et la garantie des libertés publiques et de créer un climat de stabilité qui a posé les fondements de la réforme globale et du développement socio-économique de notre pays.

Dans ce contexte, la Tunisie offre de plus larges perspectives et de plus grandes opportunités de participation aussi bien à la femme qu'aux jeunes dans la vie politique et

sociale du pays, partant de la ferme conviction que le développement intégral ne peut se faire sans une participation active de ces deux acteurs majeurs de la société. Dans cet ordre d'idées, et afin de renforcer la participation de la jeunesse à la vie publique, le Président Ben Ali a appelé à proclamer **l'année 2010 « année internationale de la Jeunesse » et à organiser un sommet mondial de la jeunesse sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies.**

Chers camarades,

Notre famille socialiste a aujourd'hui un rôle historique à jouer pour peser sur les choix à venir dans le monde. Un seul mot d'ordre : la solidarité. Une solidarité forte, concrète et agissante. Une solidarité entre les continents, les régions et à l'intérieur des pays.

La réalisation d'un ordre global, juste et durable et socialement inclusif, la garantie de la démocratie, de la liberté et de la justice sont tributaires de ce nouvel esprit de solidarité qui doit gouverner le monde.

Il faut que nous réussissions à mettre la solidarité au cœur des consciences. L'invention d'un autre avenir est à ce prix.

Merci de votre attention.